

sfmm429.qc.ca

Les Cols blancs votent un mandat de grève générale illimitée

Réunis au Complexe sportif Claude-Robillard le 21 octobre dernier, quelque 1800 Cols blancs se sont prononcés à 91 % en faveur du déclenchement de moyens de pression pouvant mener à une grève générale illimitée.

Par ce vote, les Cols blancs de la Ville de Montréal ont voulu exprimer leur exaspération après trois ans sans convention collective et 18 mois de négociations stériles.

Les négociations piétinent depuis plusieurs mois

Depuis le premier jour des négociations, nous cherchons des solutions pour en arriver à un règlement satisfaisant. Mais nous sommes les seuls à vouloir négocier. Il y a plusieurs mois que nous soupçonnons la Ville de ne pas avoir de mandat de négociation ; nous avons cherché à nous assurer du contraire. À cet égard, nous avons été patients. Nous y sommes allés étape par étape. Nous avons frappé à plusieurs portes pour obtenir des réponses.

Ces derniers 18 mois, nous avons rencontré des élus, des membres du comité exécutif de la Ville, l'ancien directeur des relations de travail Jean Yves Hinse et même le maire Denis Coderre. Chaque fois, on s'est fait dire qu'il n'y avait pas de problème, que la Ville disposait d'un mandat et était prête à négocier. Or, une fois rendus à la table de négociation, nous avons constaté que ce n'était pas le cas. Notre bon maire a bien tenté de nous faire croire que sa porte est toujours ouverte si on souhaitait s'asseoir et négocier – c'est absolument faux !

La Ville n'a pas le mandat de négocier

Le 23 octobre, l'administration Coderre a réagi par voie de communiqué à l'annonce de notre vote de grève. Disant être consciente que les choses tardaient à aboutir depuis quelques années, la Ville s'est justifiée en mentionnant qu'il fallait tenir compte de toute la question du projet de loi 3. Le président du comité exécutif Pierre Desrochers a du même souffle assuré que

la négociation de la convention collective des Cols blancs demeurerait une priorité.

Faisant suite à ce communiqué, M. Desrochers nous a convoqués à son bureau le 6 novembre pour discuter des problèmes rencontrés durant les négociations.

Il nous a alors confié ne jamais avoir donné à quiconque à la Ville de négocier le renouvellement de la convention collective. Il nous a laissé savoir que la Ville définirait son mandat dans les prochains jours, voire les prochaines semaines, mais que les

discussions ne pourraient reprendre avant l'adoption finale du projet de loi 3. Ainsi, la Ville devrait déposer prochainement un nouveau cahier de demandes, mais elle n'est toujours pas en mesure de nous préciser à quel moment.

Du mépris envers ses salariés

Cela fait plus de 34 mois que nous sommes sans contrat de travail et 18 mois que nous négocions, et l'administration Coderre balaie du revers de la main tout ce qui a été accompli à la table de négociation jusqu'à maintenant. Ça n'a aucun sens.

La Ville fait carrément preuve de mépris envers ses 8000 Cols blancs. Elle a laissé traîner les négociations trop longtemps pour ne pas réagir à cette annonce aberrante qui nous porte à croire qu'elle est de mauvaise foi.

Début des moyens de pression

Nous devons, tous ensemble, mettre la pression nécessaire sur la Ville pour ne pas en rester là. Plus nous serons nombreux à nous tenir les coudes serrés, plus la Ville n'aura d'autre choix que de nous entendre.

Nous vous tiendrons informés de la suite des choses dans les jours à venir.

Tenez-vous prêts ! Nous comptons sur votre appui au cours des prochaines semaines !

Ensemble, demeurons unis et mobilisés !

**Vous avez
une famille
à faire vivre,
monsieur le
maire ?
Nous aussi !**

Votre comité de négociation